

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

L'économie des Comores a été durement touchée par les effets néfastes de la COVID-19 en 2020 après avoir été durement touchée en 2019 par le cyclone Kenneth. Le pays a choisi une stratégie de non-confinement, mais a fermé ses frontières et instauré un couvre-feu. L'isolement économique de l'archipel a entraîné un déclin du PIB réel de 0,9 %, contre une croissance de 2 % en 2019, en raison d'une baisse des exportations de cultures de rente et du tourisme. Le secteur des services, qui représente plus de 50 % du PIB, a été fortement touché en raison des restrictions imposées aux voyages internationaux. Du côté de la demande, la croissance du taux d'investissement est tombée à 1,8 % en 2020, contre 10,5 % en 2019, alors que la consommation a généralement stagné. Les Comores ayant une forte propension à importer, l'ancrage du franc comorien à l'euro a permis de stabiliser l'inflation à 3,1 % en 2020 contre 3,7 % en 2019, malgré une augmentation de 1,4 % de la masse monétaire entre décembre 2019 et juin 2020. Les Comores ont réussi à maintenir un niveau élevé de réserves de change, suffisant pour couvrir 6,2 mois d'importations. Le déficit budgétaire s'élevait à 3,6 % du PIB en 2020 contre 2,1 % en 2019, en raison de la baisse des recettes fiscales et de l'augmentation des dépenses publiques liées à la crise de la COVID-19. Grâce aux envois de fonds, qui ont augmenté de 73,8 % entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, et au soutien des partenaires au développement, le déficit du compte courant ne devrait se creuser que légèrement et atteindre 4,3 % du PIB en 2020 contre 3,2 % en 2019.

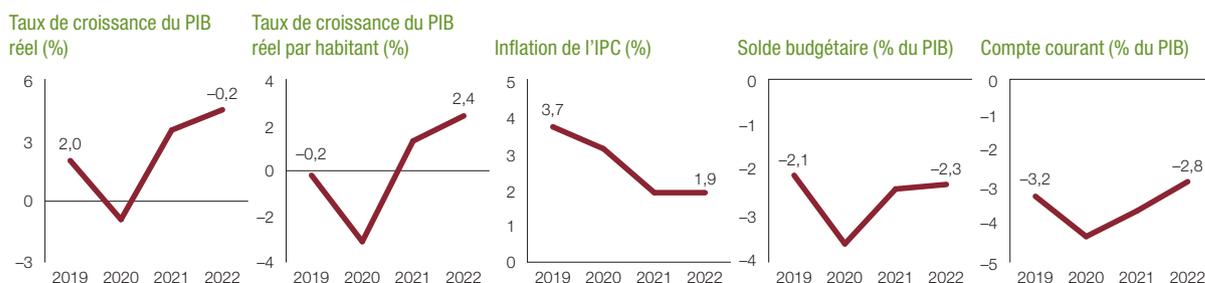
Perspectives et risques

L'économie comorienne devrait croître de 3,5 % en 2021 et de 4,5 % en 2022, si d'une part, la pandémie s'atténue

suffisamment pour permettre la réouverture des frontières, et, d'autre part, si les transferts de fonds restent importants, les prix des produits d'exportation se redressent et le soutien des partenaires au développement se poursuit. Le pays entend poursuivre sa politique monétaire dans le cadre de son appartenance à la zone CFA, ce qui devrait diminuer le taux d'inflation à 1,9 % en 2021 et 2022. Une reprise devrait permettre d'assainir les finances publiques afin de réduire les déficits budgétaires à 2,4 % du PIB en 2021 et à 2,3 % en 2022. Le retour attendu des ressources et des financements extérieurs devrait progressivement réduire le déficit du compte courant à 3,6 % du PIB en 2021 et à 2,8 % en 2022. Ces perspectives seraient compromises si la pandémie devait s'étendre au-delà du premier semestre 2021, puisque cela retarderait le redressement de l'économie mondiale.

Questions et options de financement

En 2012, les Comores ont bénéficié d'une réduction complète de la dette à laquelle le pays était éligible dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), ce qui a permis de réduire la dette publique de 40,3 % du PIB en 2012 à 18,7 % en 2013. En 2019, elle est passée à 26,5 % du PIB, principalement en raison de l'augmentation des emprunts bilatéraux pour financer les infrastructures publiques et soutenir les entreprises d'État. Entre juin 2019 et juin 2020, la dette publique a augmenté de 1,5 %. Toutefois, le risque de surendettement est considéré modéré. Le pays devrait optimiser ses perspectives de financement par le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures, l'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques, qui détiennent une partie de la dette publique, la poursuite du développement du secteur financier, et de la supervision du flux des envois de fonds de la diaspora et une amélioration plus importante de l'environnement des affaires.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.